



25  
ans

**Colloque**  
**Marcher sur des œufs**  
**Certains enjeux du féminisme aujourd'hui**  
28 et 29 mai 1998

**Le «féminisme paternaliste» ou quand les féministes réclament la chose et son contraire**

**Invitées : Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec et Pascale Navarro, journaliste et coauteure de *Interdit aux femmes : le féminisme et la censure de la pornographie***

**NDLR.** Les textes qui suivent sont les allocutions présentées lors de la table ronde sur le thème : «Le droit des femmes à l'intégrité physique peut-il avoir une limite?» Le CSF avait demandé aux conférencières d'adopter des points de vue différents, des angles d'approche parfois opposés, pour faire ressortir les paradoxes de certaines positions féministes. Ces textes s'inscrivent dans un contexte plus global de réflexion sur des grands enjeux difficiles mais réels qui se posent aux féministes aujourd'hui.

**Les allocutions sont présentées dans l'ordre où elles ont été données.**

**Allocution de madame Françoise David**

Bonjour. Je veux vous dire d'abord que je suis très contente d'être ici, parce que mon rôle, habituellement, c'est de tenter de rassembler des femmes autour de certains consensus et pour une fois, je ne le vois pas du tout comme ça. On nous invite, au fond, à provoquer des débats. J'espère que nous allons le faire.

La deuxième chose, c'est que le sujet me paraît très complexe. Je vais donc tenter tout simplement de répondre à trois questions qui étaient présentes dans le dépliant et dans les documents que nous avons reçus.

La première question : la pensée féministe est-elle totalitaire? La deuxième : est-ce que cette pensée a tendance à vouloir protéger les femmes contre leur gré ou à exagérer leur incapacité à s'occuper d'elles-mêmes, ou à décider pour elles-mêmes? Et la troisième question : jusqu'où va l'autonomie des femmes?

Alors voilà. Je commence par la première. La pensée féministe est-elle totalitaire? Je pense qu'il arrive parfois que oui. Je pense que certaines féministes ici comme ailleurs ont tendance à voir toute la réalité

sociale, politique, culturelle à partir d'un seul prisme qui est les inégalités entre les hommes et les femmes.

Mais je dis «parfois», et je dis «certaines féministes». Et je crois que lorsqu'on voit toute la réalité à partir d'un seul prisme, on a tendance à oublier que les femmes ne sont pas toutes pareilles ni égales entre elles et que les hommes ne sont pas tous pareils ni égaux entre eux. C'est du moins mon point de vue.

Dans cette pensée, qui parfois a pu paraître un peu unilatérale et un peu trop homogène, il faut identifier, pour ce qui est du Québec et probablement d'ailleurs, qui sont les femmes ou qui étaient les femmes dans les trente dernières années qui définissaient une pensée féministe. Qui écrivait sur le féminisme, qui parlait dans les médias, qui avait la parole, qui créait cette perception dans la population de «quelle est la pensée féministe?» Qui étaient ces femmes-là?

Jusqu'à tout récemment, je dirais qu'elles étaient, nous étions, nous sommes encore très largement, je suis, des femmes éduquées, des femmes très souvent au travail, autonomes financièrement, blanches et pour ce qui est du Québec, généralement francophones. Jusqu'à ces dernières années, les femmes pauvres,

noires, autochtones, immigrantes ont relativement peu participé au débat général, au débat féministe général et, surtout, ont relativement peu été des porte-parole entre guillemets «officielles» de la pensée féministe.

Cependant, à mon avis, cela tend à changer. Par exemple, on a vu dans les dernières années les femmes autochtones du Québec défendre résolument leur conception de ce qu'elles appellent la violence familiale. Elles nous expliquaient à quel point c'est important, dans leurs communautés, même quand on parle de violence conjugale, d'associer les hommes aux stratégies de lutte contre cette violence.

Je pense aussi aux «jeunes» que la Fédération des femmes du Québec a mis sur pied il y a à peine quelques mois et qui déjà, commence à faire sa marque dans toute la Fédération et particulièrement lors de la dernière assemblée générale.

Ces jeunes femmes, qui commencent à passer dans les médias, nous disent : «On a des difficultés avec des mots, pas forcément toujours le mot féminisme, mais le mot patriarcat, par exemple.» Un certain nombre d'entre elles se voient comme jeunes autant que comme femmes, ce qui peut être un peu nouveau pour certaines d'entre nous.

Plusieurs d'entre elles ont un point de vue différent de leurs aînées sur la conciliation travail-famille. Et sur le plan des stratégies, je pense qu'on va avoir de très très bonnes discussions, par exemple, autour de la Marche de l'an 2000; beaucoup de jeunes femmes prônent une mixité, peut-être pas généralisée, mais très présente dans les activités féministes.

En conclusion, je dirais que la pensée féministe, au fond, si elle a déjà été un tantinet totalitaire, l'est de moins en moins. Elle est de plus en plus pluraliste.

Deuxième question : est-ce que cette pensée a tendance à vouloir protéger les femmes contre leur gré ou en exagérant leur incapacité à décider pour elles-mêmes? Je serai nuancée aussi sur ce point.

Je pense que certaines femmes, par exemple, ont vu arriver le projet de loi sur le patrimoine familial avec beaucoup de réticences. Elles ne l'ont pas exprimé, à l'époque, parce qu'il y avait des femmes qui se battaient très fort dans les milieux politiques, tous partis confondus, pour obtenir cette loi et que même celles qui parmi nous avaient des réserves se seraient senties extrêmement mal à l'aise de montrer une opposition d'une partie des femmes à cette loi.

Cela dit, je suis personnellement d'accord avec la Loi sur le patrimoine familial et je pense que les femmes qui protestent, bien entendu, sont celles qui n'en ont pas besoin. Je dirais même : sont celles, rares mais cela arrive de nos jours, qui ont plus de biens que leur mari. Et qu'elles disent : «Ça a pris tellement de temps avant qu'on puisse atteindre un minimum d'autonomie financière et avoir un certain nombre de biens, une maison, par exemple, à mon nom, honnêtement, je n'ai pas envie de commencer tout de suite à partager.» Ce n'est pas de la fiction; je le dis comme je l'ai entendu.

J'ai entendu certaines femmes dire aussi : «On exagère, on protège les femmes malgré elles. Elles sont parfaitement capables de débattre avec leur mari du partage du patrimoine.» Je pense que ce n'est pas si évident que ça. Quand beaucoup de femmes, encore aujourd'hui, n'ont pas les mêmes biens que leur conjoint, ne sont pas dans une situation d'égalité économique, c'est assez illusoire de penser que sans des lois, elles vont vraiment avoir accès à un partage équitable qui va reconnaître tout le travail qu'elles ont fait, entre autres, dans la maison, parce que c'est aussi de ça qu'on parle.

Donc, je me dis : «Une loi comme celle-là, ce n'est pas une façon de dire aux femmes «Vous êtes des incapables.» C'est simplement une façon de reconnaître une situation d'inégalité et ça, c'est une situation objective prouvée par toutes les statistiques qu'on voudra.

Évidemment, sur d'autres questions, la porno, par exemple, ou toutes ces questions dont Pascale va parler abondamment, ça me paraît beaucoup plus compliqué comme débat et ça vient toucher toute la question de la censure. On pourrait en débattre jusqu'à demain matin. Faut-il interdire? Bonne question, mais je n'y répondrai pas... pour l'instant.

J'aimerais ramener plutôt un sujet de débats très actuel où, à mon avis, un certain nombre de féministes au Québec ont voulu protéger des femmes sans leur demander leur avis. Vous ne serez pas très surprises de m'entendre parler aujourd'hui de la réforme de l'aide sociale. D'abord une chose peut-être, pour qu'on se comprenne bien : la Fédération des femmes du Québec n'a jamais dit qu'être à l'aide sociale, c'est un plan de carrière.

La FFQ n'a jamais dit qu'on voulait encourager les femmes monoparentales sur l'aide sociale à y rester

jusqu'à la fin de leurs jours. Nous sommes parfaitement d'accord avec le fait qu'il faut offrir des services d'insertion, des parcours, des jobs surtout, à des femmes qui en ont grandement besoin, avec tout le support nécessaire, en tenant compte de leurs besoins spécifiques et en leur laissant le temps de faire la démarche appropriée pour que oui, elles puissent être un jour autonomes financièrement.

Cela dit, nous nous opposons à l'obligation de parcours pour les mères monoparentales comme nous nous y opposons pour toutes les personnes assistées sociales... Mais nous avons entendu, nous entendons encore des féministes dire à ces femmes qui sont pauvres et qui vont le rester longtemps si elles ne reviennent pas très rapidement sur le marché du travail, que pour leur bien un peu de coercition ne ferait pas de mal.

Il y a quelque chose que je ne comprends pas : on ne dit pas à une femme de la classe moyenne qui a un mari pourvoyeur et décide de rester deux, trois, quatre ans à la maison à temps partiel ou complet parce qu'elle a envie d'élever ses enfants, ou lui plus rarement, qu'elle fait un mauvais choix... On lui parle des risques, bien sûr, parce qu'il y en a. On est toutes d'accord là-dessus. L'autonomie financière, c'est un objectif à atteindre. Les maris, ce n'est pas une garantie à vie.

Mais comment se fait-il qu'on se permet d'être tellement plus exigeantes vis-à-vis des femmes pauvres? Est-ce que ce ne serait pas en lien avec qui nous sommes? Ce que je rappelais tout à l'heure : des femmes généralement éduquées qui ont dû se battre pour s'éduquer, se battre pour travailler, se battre pour avancer dans leur travail, dans leur carrière et qui ont beaucoup de difficulté à comprendre que d'autres femmes, qui n'ont généralement pas le choix d'ailleurs, mais qui parfois font certains choix aussi, pour un temps x, décident de vivre d'une autre façon que la nôtre.

Et je ne peux faire autrement que de me demander pourquoi on décide toujours pour les femmes pauvres. Nous et la société en général, pourquoi? Pourquoi est-ce que notre analyse féministe a tant de difficulté à demeurer une analyse féministe, donc prôner l'autonomie financière des femmes bien sûr, mais aussi leur autonomie dans leurs choix en tenant compte d'un contexte où les femmes sont loin d'être toutes devenues travailleuses à temps complet, cadres supérieures, etc.? Le lot de la majorité d'entre elles, c'est la petite job à statut précaire, mal payée avec des

horaires variables qui ne tiennent pas compte du tout de la réalité d'une femme chef de famille et d'une autre réalité qui est qu'on offre de plus en plus des emplois à temps partiel aux femmes, donc des emplois qui ne les font pas vivre.

Alors moi je me dis : «Est-ce qu'on manque d'imagination comme féministes?» Et je m'inclus là-dedans parce que je n'ai pas plus de réponses que d'autres. Est-ce qu'on a de la difficulté à trouver une alternative qui ne mette pas en opposition le travail rémunéré, qui assure une certaine autonomie financière, et l'autre travail qui évidemment nous confine à la maison sans autonomie financière?

Une autre question corollaire à celle-là : est-ce que, dans notre façon de parler des femmes monoparentales à l'aide sociale, il n'y a pas aussi parfois un jugement sur leurs capacités comme mères? Je m'interroge sur ce point.

Dans notre esprit, une femme vivant dans un quartier très pauvre qui effectivement manque de ressources, qui effectivement est souvent isolée, n'a pas de support et n'a surtout pas d'argent, est forcément débordée, fatiguée, n'en peut plus, etc. C'est souvent vrai.

Mais est-ce que ces réalités ne nous amènent pas parfois à nous demander, et je l'ai même lu, s'il ne vaudrait pas mieux que tous les enfants de ces femmes-là se dépêchent d'aller en garderie pour sortir au plus vite d'un milieu familial où on manque de ressources matérielles, affectives et même intellectuelles, leur donnant ainsi la chance d'être des enfants comme les autres?

Je suis une partisane des garderies. Donc le problème n'est pas là. Pour moi, le problème, il est cependant dans le jugement qu'on porte. Mais en même temps, je vous le dis, je ne trouve pas ça simple parce que, pour avoir longtemps travaillé en milieu populaire, dans un quartier populaire de Montréal, j'ai été à même de constater des problèmes dans des familles effectivement débordées et où une extrême pauvreté fait des ravages.

Ce que nous devons changer, c'est notre attitude lorsque nous discutons de ces questions. Il serait bien peu conforme à nos valeurs féministes de poser des jugements qui renforceraient le manque d'estime de soi des femmes des quartiers pauvres, leur sentiment d'incompétence et leur découragement. Nous devons trouver avec elles et non pour elles, les meilleurs

moyens de les aider. Et ce n'est certainement pas la coercition...

Troisième question : jusqu'où va l'autonomie des femmes? Bon, je pense que la question était posée dans le sens de dire : «Les féministes qui militent en faveur de l'autonomie des femmes, au fond, devraient être d'accord avec tous les choix que font les femmes.» Malgré tout ce que je viens de dire, ce n'est pas mon opinion.

Je pense qu'il y a effectivement des questions très confrontantes; l'un des exemples connus, c'est le port du voile à l'école. Sur ce point, le débat demeure ouvert. Il comporte des éléments de principe et des visions stratégiques.

Si on parle par contre d'excisions, d'infibulations, si on parle d'estomacs cousus, si on parle, en somme, d'atteinte directe à l'intégrité physique du corps des femmes, j'ai tendance à me dire : «Non, ce n'est pas possible que dans nos lois, dans notre façon de fonctionner au Québec, au Canada, on permette l'excision au nom de l'autonomie des femmes, et même sachant que souvent, ce sont des femmes qui pratiquent ce que je n'appellerais même pas une opération. »

Et je voudrais rappeler là-dessus que le Conseil, justement, a sorti en décembre un avis qui m'est apparu tout à fait intéressant sur la diversité culturelle, où on fait très bien la différence entre ce qui peut être négociable dans notre société et ce qui ne l'est pas.

Battre sa femme, c'est non négociable. Ce n'est pas correct dans n'importe quelle culture. Lapidier une femme parce qu'elle a commis l'adultère, comme ça se passe en Iran, c'est inacceptable. Mais je fais vraiment une différence entre des choses comme celles-là et le port du voile à l'école qui, pour moi, m'apparaît de l'ordre du négociable même si on pourrait faire un grand débat là-dessus.

Autrement dit, pour moi, le paternalisme féministe, ça peut être tout autant refuser d'écouter l'autre, refuser le débat, refuser les nouvelles stratégies, les nouvelles discussions, mais à l'inverse, il pourrait y avoir aussi une sorte de paternalisme féministe qui dirait : «Toutes les opinions se valent.»

«C'est une femme qui l'a dit, ça doit être correct. Elle a un vécu. Elle sent les choses.» Je ne me reconnais pas du tout là-dedans. Pour moi les féministes portent un projet de société, un projet basé sur la justice,

l'égalité, le progrès social. Évidemment, on peut discuter longtemps de ce qu'est le progrès social.

Je suis donc convaincue qu'il y a des moments où le paternalisme, c'est vraiment de ne rien dire. C'est de tout banaliser. Et je pense vraiment qu'il y a des moments où non, tout n'est pas pareil. Tout n'est pas égal.

Il y a un débat en ce moment autour de la réforme de l'aide sociale, j'y reviens, réforme qui va avoir des conséquences désastreuses, non seulement sur des femmes mais sur des hommes et des enfants à l'aide sociale. On doit le dire même si ce n'est pas facile, même si la ministre de l'Emploi et de la Solidarité est une femme.

Il ne faut pas en faire une affaire personnelle. C'est une question politique et là, je pense qu'on a à se dire les choses. On ne rompt pas le dialogue mais on doit le dire. Cela signifie qu'entre féministes, celles qui occupent des lieux de pouvoir et les autres, on peut parfaitement se permettre de ne pas être d'accord.

Je pense en terminant qu'il est important de se rappeler le début de certaines batailles où nous n'étions pas toutes d'accord, par exemple, le début des batailles sur le libre choix en matière d'avortement.

Les féministes qui, au Québec, ont commencé à livrer cette bataille étaient loin de faire l'unanimité non seulement chez les hommes, bien sûr, mais chez les femmes aussi et ça n'empêche pas qu'aujourd'hui il serait assez rare de trouver une féministe qui dirait : «Je ne suis pas d'accord.» La grande majorité des femmes et beaucoup d'hommes soutiennent maintenant le libre choix en matière de contraception et d'avortement.

Il y aura bientôt au Québec un débat sur la reconnaissance des conjoints et conjointes de même sexe. Tant que nous parlerons d'assurances et de Régie des rentes, nous nous entendrons facilement. Mais lorsqu'il sera question d'adoption ou de familles homosexuelles, nous n'aurons pas les mêmes opinions et je pense que ce sera important de se le dire.

Les débats ne devraient pas empêcher celles qui croient vraiment dans des idées ou des projets différents de continuer à les avancer. Je pense en somme que l'important, c'est toujours de discuter. Une rencontre comme celle d'aujourd'hui, c'est merveilleux pour ça : prendre le temps simplement de discuter, d'essayer d'avancer dans nos idées. Il faut

accepter, à l'aube de l'an 2000, d'être ébranlées, dérangées par de nouvelles féministes, par de nouveaux débats. Et on va avoir une occasion unique de le faire avec plein de femmes du monde, par exemple, dans le cadre de la Marche de l'an 2000 où on va avoir des débats aussi simples et complexes que «Est-ce que c'est une marche des femmes contre la pauvreté ou une marche contre la pauvreté des femmes?» Merci.

## Allocution de madame Pascale Navarro

Travaillant dans le milieu culturel, mes expériences dans ce domaine sont ce dont je peux le mieux parler. Je considère évidemment capital le travail des militantes féministes; et je leur suis infiniment reconnaissante pour leur ferveur. Mais il me semble également très important que les idées et débats dits «intellectuels», et souvent qualifiés de «superflus», circulent dans le mouvement des femmes en général.

N'est-il pas en effet important que le mouvement, dans sa lutte pour l'égalité des sexes, ne s'en tienne pas qu'à ce qu'on appelle les «priorités»? Il est évident que l'éradication de la pauvreté est un dossier prioritaire et fondamental. Mais il me semble essentiel pour la reconnaissance du mouvement que toutes les idées puissent y être débattues. Sinon, le féminisme devient un dogme, en dehors duquel il n'est pas permis de penser et d'agir.

Voici trois exemples qui peuvent mener à une forme de paternalisme féministe.

Le premier : j'ai appelé un jour une féministe que je respecte beaucoup, une militante que je voulais interviewer au sujet du phénomène Madonna, de sa popularité, des valeurs qu'elle projetait notamment sur le plan de la sexualité féminine, etc. La féministe en question m'a répondu qu'elle s'occupait de «vrais» problèmes, que Madonna, ce n'était pas sérieux. Madonna a vendu cent millions de disques, a influencé des générations d'adolescentes, leur comportement, leurs idées sur leur image, leur féminité, leur sexualité. Moi, je considère que ce genre de phénomène est tout à fait sérieux. Je ne me tenais pas dans la ligne de parti. Le sujet a été balayé.

Un autre sujet tabou par excellence du féminisme «orthodoxe», c'est mon deuxième exemple : la censure de la pornographie dite courante. Il est regrettable que le sujet n'ait pas mobilisé les féministes récemment, alors que le sujet a pourtant fait les manchettes de tous les journaux lorsque les saisies aux douanes canadiennes ont été révélées, et lorsque l'on a pris conscience de l'importance d'Internet. Je rappelle que parmi les livres censurés, beaucoup étaient écrits par des femmes; et qu'ils ont été saisis soi-disant pour protéger les femmes... Ce sont des groupes de défense de droits des gays et lesbiennes, ou encore, des associations pour la défense des droits et

libertés qui sont intervenus dans cette affaire. Aucune participation féministe n'a été publicisée.

Cette situation illustre à sa manière le monolithisme du féminisme québécois. Est-ce la conséquence d'une pensée unique?

Troisième et dernier exemple : la lettre que faisait parvenir l'organisme MédiaAction au rédacteur en chef de *Voir*, en 1993, lorsque nous avons publié un reportage sur la censure de la pornographie. Dans cette lettre, signée par une féministe, il était écrit ceci : «Nous n'avons pas été convaincues de la valeur de vos articles simplement parce qu'ils ont été écrits par des femmes, c'est une tactique très souvent employée que d'utiliser des femmes qui ont intériorisé le discours antiféministe, pour l'appuyer.» Je suis l'une des journalistes qui a signé ces articles : suis-je à la solde de mes patrons masculins, au point d'écrire n'importe quoi? Cette attitude est condescendante, pour ne pas dire insultante.

Comme je l'ai déjà dit très brièvement plus haut, ce monolithisme révèle certaines choses; en fait, il y a des «bonnes» et des «mauvaises» causes; militer contre la pauvreté, c'est très louable : défendre la liberté d'expression, c'est douteux, voire frivole. Défendre les travailleuses du textile, les femmes handicapées, les femmes monoparentales, les bénéficiaires de l'aide sociale, c'est bien vu : faire entendre le point de vue des travailleuses du sexe, les actrices ou réalisatrices de films érotiques et pornographiques, d'écrivaines censurées, c'est pactiser avec le diable.

### **Contradictions du mouvement féministe : autonomie vs protection des femmes**

Le féminisme, que ce soit au Québec ou ailleurs, dit vouloir l'autonomie des femmes. En même temps, il crée des classes entre elles : celles qui sont conscientes et celles qui sont manipulées...

Un autre exemple qui illustre selon moi les contradictions d'un certain féminisme : des féministes du Women's Studies de l'Université Queen à Ottawa ont émis un communiqué, en février 1998, disant que les Spice Girls étaient «dangereuses», et qu'elles «défont tout ce qu'ont fait les féministes des dernières générations». Moi je réponds le contraire : elles

mènent leur barque, elles font beaucoup d'argent, elles envoient le message aux jeunes filles qu'il est tout à fait possible d'être autonome financièrement dans un monde de pouvoir et d'argent. Qu'elles se servent de leur corps pour vendre leurs albums, c'est leur affaire : elles ne sont pas forcées de le faire, et sont bien libres de décider comment gagner leur vie. Que veut le féminisme : des femmes libres, oui ou non?

Il y a au moins une conclusion à tirer de l'intervention des féministes de Queen's : plus il y aura de femmes libres, plus il y aura de chances que ces femmes aient des valeurs différentes, des idéologies différentes. Être une femme libre, ce n'est pas être une femme parfaite ni conforme à une idéologie.

Certaines féministes répondront par l'analyse classique : ce que font les Spice Girls n'est que le résultat d'un conditionnement masculin dominateur et l'intériorisation de l'oppression patriarcale contre lesquels il faut protéger toutes les autres femmes : c'est faux. Il y a autant de chanteuses, les Sarah MacLauchlan, Paula Cole, Alanis Morissette, Tori Amos, qui proposent bien d'autres images et modèles forts, affirmatifs. Qu'on ne soit pas d'accord avec le look de la minijupe, d'accord. Qu'on considère les femmes qui en portent comme des inconscientes, voilà un féminisme paternaliste.

De la même façon, on condamne très facilement les femmes qui travaillent dans le milieu de la pornographie ou de l'industrie du sexe; on dit qu'elles aussi ont intériorisé un discours antiféministe. Encore une fois, on dit que ces femmes n'ont pas les capacités de décider pour elles-mêmes de ce qui leur convient, on dit qu'elles sont inconscientes. Les féministes disent également que les femmes qui travaillent dans ces milieux participent à véhiculer des images négatives et dégradantes pour toutes les femmes.

Ces deux arguments sont piégés : premièrement, dire que ces femmes ont intériorisé un discours patriarcal, c'est penser à leur place. C'est décider de ce qui est bon pour elles, pour leur salut. C'est une attitude paternaliste. Le féminisme a évolué, et les femmes aussi : il peut arriver que certaines d'entre nous fassent des choix qui ne sont pas en accord avec les idéologies féministes orthodoxes; la question qui prévaut est celle-ci : comment accepter les différents choix des femmes en s'assurant que les valeurs d'autonomie et d'égalité soient respectées?

Deuxièmement, dire que les femmes dans la pornographie ou ailleurs encouragent la violence contre toutes les femmes, c'est remettre encore une fois entre les mains des femmes la bonne marche de la morale, c'est encore à elle de ne pas provoquer ou encourager la violence sexuelle; un recul à l'égard de la responsabilisation des hommes face à la violence.

Le droit de disposer de son corps, celui de penser et décider par soi-même, est à mon avis non négociable pour que les femmes parviennent à l'égalité. Et elles n'ont pas à être unanimes sur la manière d'exprimer leur autonomie.

Catégoriser les femmes qui ne font pas les choix de l'orthodoxie féministe (souvent représentée par les institutions, les groupes de femmes très radicaux, les départements de recherches féministes) représente pour moi un danger; premièrement, il va à l'encontre du principe même du «féminisme» qui exige que la société reconnaisse le libre arbitre des femmes. Deuxièmement, le paternalisme féministe reproduit les mêmes préjugés que la culture masculine a toujours eu envers les femmes : il y a des bonnes et des mauvaises femmes, celles qui suivent des règles morales, celles qui les transgressent et qui sont à blâmer. En reproduisant ces stéréotypes, le féminisme réactualise les mythes et les tabous entourant les femmes : celles qui sont vertueuses et celles qui ne le sont pas.

Troisièmement, le féminisme à pensée unique empêche les femmes qui ne se disent pas nécessairement féministes de se reconnaître dans le mouvement. Or, plus les femmes vont gagner du terrain dans le marché du travail, en politique, dans le monde économique, plus il va falloir revoir les jugements, par exemple, ne pas exiger à tout prix qu'une femme chef d'entreprise soit parfaite, et favorise absolument les femmes, ni qu'elle change la définition du pouvoir. Les femmes n'ont pas à subir la pression d'un mouvement; elles doivent avoir aussi le droit de se tromper, c'est ça la véritable égalité.

### **Pourquoi doit-on laisser les femmes libres de leur choix?**

— L'autonomie est l'enjeu majeur du féminisme; or, qu'entendent les féministes par «autonomie»? Leur jugement est souvent tendancieux sur les femmes qui choisissent certains comportements : pourquoi une femme aurait-elle le droit de choisir un avortement, et non de danser nue? Quelle est la différence entre les deux comportements sur le plan de l'autonomie? Le féminisme paternaliste perçoit le choix d'un

avortement comme une affirmation, et le choix de danser nue comme une manipulation : pourquoi cette différence? Pourquoi refuse-t-on qu'une femme puisse choisir cette dernière avenue, sinon parce que ce choix ne serait pas le nôtre?

— Si une femme décide de passer sous le bistouri d'un chirurgien esthétique, qui sommes-nous pour le lui interdire? Tout ce que l'on peut faire comme féministe, dans un dossier comme celui-ci, c'est de sensibiliser les femmes aux risques de la chirurgie, les familiariser avec les dangers potentiels, dénoncer les abus; mais le féminisme ne peut dire aux femmes quoi faire, ni les juger publiquement sur leur comportement.

Même chose pour les femmes d'Occident qui décident de porter le voile; oui, le voile symbolise l'appartenance à une religion où les femmes sont souvent reléguées au domaine domestique. Si ces femmes ont le droit de bénéficier de l'expertise des féministes de l'Occident, c'est à elles, bien sûr, que revient la nécessité de trouver leurs propres stratégies d'émancipation. Dire que je respecte le choix des femmes de se voiler ne signifie pas que je suis d'accord avec elle; et cela ne veut pas dire non plus que je cautionne les tortures que sont l'excision et l'infibulation qui ont lieu ici ou ailleurs : pour moi, ces pratiques sont barbares, sont une atteinte à l'intégrité physique, et ne peuvent être comparées au port du voile.

— L'enjeu majeur du féminisme a été et demeure l'autonomie physique et morale des femmes. La répression de cette autonomie a toujours été garante de la cohésion d'une société patriarcale et sexiste. Le féminisme s'est battu et a gagné sur certains plans. Mais plus les femmes exerceront leur autonomie, plus leurs comportements vont se diversifier et risquer de heurter les idéologies féministes traditionnelles.

— Je pense qu'il serait d'ailleurs utile de revoir l'analyse selon laquelle les femmes ont intériorisé les valeurs patriarcales : peut-être que certaines d'entre elles, après avoir pris acte des idées et des travaux des féministes, ont décidé d'utiliser certains éléments du pouvoir dit «patriarcal» pour les redéfinir et parfois les retourner à leur avantage. À mes yeux, ce sont aussi des stratégies, même si elles ne coïncident pas avec les courants dominants.

Or le féminisme ne peut pas, s'il veut survivre et surtout rejoindre les plus jeunes, s'incarner en une pensée unique. Son succès, la garantie qu'il

continuera à défendre les droits des femmes, tient aujourd'hui à sa diversité. Mais qui dit diversité dit également dialogue et ouverture d'esprit. Peut-être ce renouveau que je souhaite pour le féminisme aidera-t-il à trouver de nouvelles stratégies, aussi valables les unes que les autres, pour faire en sorte que les femmes soient vraiment égales aux hommes.

### **Coordination**

Diane Guilbault

### **Révision**

Marité Vézina

### **Traitement de texte**

Sylvie Taupier

### **Où se procurer les publications**

Toutes les publications éditées par le Conseil du statut de la femme peuvent être commandées en écrivant à l'adresse suivante (numéro de téléphone requis avec les coordonnées pour l'expédition) :

Conseil du statut de la femme  
Service de la production et de la diffusion  
8, rue Cook, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5J7

Téléphone : (418) 643-4326  
Téléphone : 1 800 463-2851  
Télécopieur : (418) 643-8926  
Courrier électronique : [csf@csf.gouv.qc.ca](mailto:csf@csf.gouv.qc.ca)  
Internet : <http://www.csf@gouv.qc.ca>

En outre, les publications du Conseil peuvent être consultées dans ses bureaux régionaux. Enfin, la reproduction totale ou partielle des publications du Conseil du statut de la femme est autorisée à la condition d'en mentionner la source.

Dépôt légal — 1999  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN : 2-550-34260-7

© Gouvernement du Québec